



---

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Projet de loi 5693

Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

Date de dépôt : 07-03-2007

Date de l'avis du Conseil d'État : 07-10-2008

## Liste des documents

| <b>Date</b> | <b>Description</b>   | <b>Nom du document</b> | <b>Page</b> |
|-------------|--|------------------------|-------------|
| 07-04-2009  | Résumé du dossier  | Résumé                 | <u>3</u>    |
| 07-03-2007  | Déposé   | 5693/00                | <u>6</u>    |
| 07-10-2008  | Avis du Conseil d'Etat (7.10.2008)   | 5693/01                | <u>27</u>   |
| 04-03-2009  | Rapport de commission(s) : Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture<br>Rapporteur(s) : Monsieur Lucien Thiel | 5693/02                | <u>30</u>   |
| 31-03-2009  | Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (31-03-2009)<br>Evacué par dispense du second vote (31-03-2009)                | 5693/03                | <u>37</u>   |
| 04-05-2009  | Publié au Mémorial A n°89 en page 1036   | 5693                   | <u>40</u>   |

# Résumé

## **I. Antécédents et travaux parlementaires**

En date du 7 mars 2007, le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 7 octobre 2008.

Lors de sa réunion du 18 février 2009, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture a désigné M. Thiel comme rapporteur du projet et a procédé à l'analyse du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat.

Le rapport a été adopté lors de la réunion du 4 mars 2009.

## **II. Objet du projet de loi**

### **Le système GALILEO**

Le système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil, souvent appelé GALILEO, est un programme européen de radionavigation par satellites. Il a été lancé à l'initiative de la Commission européenne et développé conjointement avec l'Agence spatiale européenne (ESA). Complémentaire des systèmes actuels, GALILEO augmentera la fiabilité et la disponibilité des services de navigation et de localisation dans le monde entier.

### **Coopération internationale**

Le système GALILEO sera un système mondial. La coopération internationale constitue par conséquent un élément essentiel pour tirer le maximum de bénéfices de ce programme. La République de Corée, quatrième puissance économique d'Asie, est un pays possédant un grand savoir-faire dans le domaine de la technologie spatiale et de ses applications. Elle produit et utilise en outre des appareils et des systèmes électroniques grand public pour lesquels la navigation par satellite apporte de réels avantages concurrentiels.

L'accord de coopération est conclu pour une période de cinq ans et restera en vigueur par la suite sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de six mois.

## **III. L'avis du Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat marque son accord avec le texte du présent projet de loi.

Le Conseil d'Etat constate cependant un certain flottement dans l'exposé des motifs du présent accord de coopération, notamment concernant le calendrier de réalisation des phases de développement et de validation en orbite du système GALILEO.

## **IV. Les implications d'entreprises luxembourgeoises**

Le projet GALILEO a en effet pris un retard de quelque cinq ans, ceci pour des raisons techniques, mais également suite à des problèmes de financement après le désistement des investisseurs privés. Entretemps des solutions ont pu être trouvées. Le coût supplémentaire occasionné par le retard du projet est estimé à 800 millions €.

Grâce à la participation du Luxembourg au projet GALILEO, deux entreprises luxembourgeoises ont pu s'associer en tant que fournisseurs. Il s'agit d'une part de SES Global dont l'expertise en matière de gestion de systèmes de satellites est très sollicitée dans les milieux spécialisés et de la société HITEC qui dispose d'une compétence reconnue en matière de transmission de et vers les satellites, y inclus les antennes au sol. Le volume des affaires est estimé à quelque 65 millions €.

5693/00

## N° 5693

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006**

\* \* \*

(Dépôt: le 7.3.2007)

**SOMMAIRE:**

|   | <i>page</i> |
|---|-------------|
| 1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (25.2.2007).....   | 1           |
| 2) Texte du projet de loi.....  | 2           |
| 3) Exposé des motifs .....  | 2           |
| 4) Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part ..... | 6           |

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*– Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006.

Château de Berg, le 25 février 2007

*Le Ministre des Affaires étrangères  
et de l'Immigration,*  
Jean ASSELBORN

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Article unique.**— Est approuvé l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006.

\*

### EXPOSE DES MOTIFS

#### 1. CONTEXTE GENERAL

Connaître sa position exacte dans l'espace et dans le temps, autant d'informations qu'il sera nécessaire d'obtenir de plus en plus fréquemment avec une grande fiabilité. Dans quelques années, ce sera possible avec le système de radionavigation par satellite GALILEO, initiative lancée par l'Union européenne et l'Agence spatiale européenne (ASE).

Contrairement aux deux seuls réseaux de satellites de radionavigation existant actuellement (GPS = Global Positioning System, positionnement d'utilisateurs terrestres par satellite), les systèmes russe, GLONASS, et américain, NAVSTAR, développés à des fins militaires, GALILEO est le premier à être construit pour satisfaire les besoins civils. Face à la demande civile, l'unique alternative au monopole américain est GALILEO. L'Europe aura la garantie de l'indépendance totale dans la navigation par satellite. La navigation par satellite étant un standard sur mer et dans l'air, on peut s'imaginer facilement les conséquences d'une rupture de la liaison, volontaire ou involontaire. Le système GALILEO assurera une complémentarité avec le système actuel GPS.

La radionavigation par satellite est une technologie de pointe. Les systèmes de géopositionnement satellitaires sont des ensembles composés d'une constellation de satellites en orbite autour de la Terre et de récepteurs terrestres. Le récepteur, qui peut être au sol ou embarqué sur un véhicule (une automobile, un navire, un avion, etc.), reçoit des informations en provenance des satellites qui lui permettent de calculer ses coordonnées, c'est-à-dire sa position par rapport à la Terre (en pratique, par rapport au système géodésique World Geodetic System établi en 1984).

Le récepteur peut aussi être couplé à un téléphone cellulaire ou satellitaire qui retransmet automatiquement la position du mobile à un central. Ce central peut alors contrôler, gérer ou surveiller le déplacement des mobiles.

La précision de la localisation est, en principe, indépendante du lieu. Elle dépend du nombre de satellites reçus et du temps d'intégration. Les récepteurs les plus simples permettent de localiser en quelques secondes la position avec une précision meilleure que 100 mètres. Les récepteurs sophistiqués tels que ceux embarqués sur les avions civils et militaires permettent une précision inférieure au décimètre, voire au mètre. Un récepteur fixe au sol permet, après une intégration sur une période de plusieurs minutes, de connaître la position d'un point avec une précision centimétrique.

GALILEO repose sur une constellation de trente satellites (27 opérationnels et 3 de réserve) et des stations terrestres permettant de fournir des informations de positionnement à des usagers dans de nombreux secteurs tels que le transport (localisation de véhicules, recherche d'itinéraire, contrôle de la vitesse, systèmes de guidage, etc.), les services sociaux (par exemple aide aux handicapés ou aux personnes âgées), la justice et les douanes (contrôles frontaliers), les travaux publics (systèmes d'information géographique), le sauvetage de personnes en détresse ou les loisirs (orientation en mer et en montagne, etc.).

Depuis toujours, les hommes se sont servis du ciel pour s'orienter. Aujourd'hui, la navigation par satellite perpétue cette tradition tout en offrant, grâce à une technologie de pointe, une précision sans commune mesure avec celle qui résulte de la simple observation du soleil et des étoiles. Développée depuis une trentaine d'années à des fins essentiellement militaires à l'origine, elle permet à celui qui dispose d'un récepteur de capter des signaux émis par une constellation de satellites pour déterminer très précisément à tout instant sa position dans le temps et dans l'espace.

Le principe de fonctionnement est simple: les satellites de la constellation sont équipés d'une horloge atomique mesurant le temps avec une extrême précision. Ils émettent des signaux personnalisés indiquant leur heure de départ du satellite. Le récepteur au sol, intégré par exemple dans un téléphone portable, possède pour sa part en mémoire les coordonnées précises des orbites de tous les satellites



de la constellation. Il peut ainsi en lisant le signal qui arrive reconnaître le satellite émetteur, déterminer le temps mis par le signal pour arriver jusqu'à lui et donc calculer la distance qui le sépare du satellite. Dès qu'un récepteur au sol reçoit les signaux d'au moins quatre satellites simultanément, il peut calculer sa position exacte.

Le secteur de la navigation par satellites sera l'un des principaux secteurs industriels du XXI<sup>e</sup> siècle. Certains analystes estiment que la radionavigation par satellite constitue une invention comparable à celle de la montre. Moyennant le système européen de navigation par satellite GALILEO, dont la commercialisation débutera, selon les sources officielles, début 2010, l'Europe saura garantir ses parts dans un marché d'une importance globale. Les retombées économiques escomptées sont importantes: on estime le retour sur investissement à 4,6.

Il est à noter qu'en 2000, lorsque le programme a débuté, la phase de développement et de validation en orbite devait se terminer en 2005 et le système entrer dans sa phase d'exploitation en 2008. Le retard accumulé aujourd'hui, suite notamment à des modifications relatives aux spécifications du système et à son niveau de sécurité, a entraîné un glissement de l'achèvement de la phase de développement et de validation en 2008, ainsi que du commencement de la commercialisation des services associés en 2010. Certaines rumeurs, qui n'ont toutefois pas été confirmées par une source officielle, portent à penser que la mise en orbite de la totalité des 30 satellites de la constellation ne pourrait être complétée qu'en 2012.

Lors du sommet Union européenne - Corée du Sud qui s'est tenu le 11 septembre 2006 à Helsinki, les deux parties ont officiellement signé un accord de coopération concernant le programme européen de radionavigation par satellite, GALILEO.

Cet accord prévoit des activités de coopération en matière de navigation et synchronisation par satellite dans un large éventail de secteurs, notamment le spectre radioélectrique, la recherche et la formation scientifique, l'activité industrielle, le développement du commerce et du marché, la normalisation, l'homologation et les mesures réglementaires, ainsi que le développement des systèmes terrestres mondiaux et régionaux d'extension du GNSS, la sécurité, la responsabilité et le recouvrement des coûts. La République de Corée est également invitée à participer financièrement au programme, par le biais d'un intéressement à l'autorité européenne de surveillance GNSS, qui est l'organe établi pour gérer le programme après la fermeture de l'entreprise commune GALILEO le 31 décembre 2006. La contribution de la Corée devra être conforme à la législation communautaire applicable et aux modalités et procédures régissant cette participation.

La République de Corée, quatrième puissance économique d'Asie, est un pays possédant un grand savoir-faire dans le domaine de la technologie spatiale et de ses applications. Elle produit et utilise en outre des appareils et des systèmes électroniques grand public pour lesquels la navigation par satellite apporte de réels avantages concurrentiels. La République de Corée est actuellement un utilisateur actif de services de navigation par satellite dans différents secteurs tels que les transports, la gestion des flottes, les sciences et la géodésie.

Après les récentes signatures des accords entre l'Union européenne, d'une part, et les Etats-Unis, la République populaire de Chine, Israël et l'Ukraine, d'autre part, la signature de l'accord avec la Corée donne un élan considérable au marché GNSS, qui offre en effet un potentiel remarquable: trois milliards de récepteurs et des recettes de l'ordre de 250 milliards d'euros par an d'ici 2020 au niveau mondial, ainsi que la création de plus de 140.000 emplois hautement qualifiés pour la seule Europe.

Cet accord confirme l'ambition que nourrit l'Union européenne de stimuler davantage la coopération internationale autour d'elle. D'ici à la fin de l'année, la Commission devrait signer un accord avec le Maroc. Des négociations avec l'Argentine devraient débuter encore cette année, tandis que les demandes pour initier des discussions sur un accord de coopération sont attendues de la part de la Malaisie et du Brésil.

### **Analyse du texte de l'accord**

Si, dans la majorité des cas, les modifications apportées au texte de cet accord par rapport à l'accord précédent entre la Communauté européenne et l'Ukraine, n'en modifient pas son fond, certains de ces changements représentent des variantes qu'il est utile de mentionner ici.

Notamment, si l'article 2 paragraphe i) donne une définition plus précise de ce qui est entendu par „information classifiée“, il est à noter que les définitions relatives aux différents services GALILEO

ont été supprimées, sans incidence réelle sur la clarté du texte étant donné qu'aucune référence à un service isolé n'est faite dans le reste du texte.

L'article 3 se voit complété par 2 nouveaux paragraphes, 6 et 7, qui clarifient les principes de coopération.

Deux paragraphes, 4 et 5, ont également été ajoutés à l'article 10 pour garantir un traitement équitable du système GALILEO par rapport à d'autres systèmes existants, et pour encourager la participation de représentants coréens dans les organismes de normalisation européens. L'objectif étant de mettre le système GALILEO sur le même pied que les systèmes existants aussi bien sur les aspects de normalisation que du point de vue de son utilisation.

L'article 8(5) encourage explicitement le renforcement de liens entre l'Agence spatiale européenne (ASE) et les autorités compétentes coréennes, ce qui semble assez judicieux en regard du rôle important de l'ASE dans le développement du système GALILEO.

La subdivision de l'article 14 de l'accord avec l'Ukraine, intitulé „régime de coopération et échange d'information“ en deux articles séparés, 14 et 16, traitant des deux sujets individuellement apporte une certaine clarté à la structure du texte.

Le comité directeur institué à l'article 14 se voit attribué une tâche supplémentaire au paragraphe 2 alinéa d). De plus, ce comité est chargé de définir les mécanismes adéquats pour garantir une collaboration efficace dans les domaines du spectre radioélectrique à l'article 6(4), de la recherche scientifique, à l'article 7, et de la coopération industrielle à l'article 8(2).

Faisant suite aux évolutions du programme, l'article 14(4) et l'article 15(1) ne font plus référence à l'entreprise commune GALILEO qui fermera ses portes le 31 décembre 2006 pour laisser la place à l'autorité européenne de surveillance GNSS.

Aux articles 8(3), 9(4) et 17(2), le texte fait référence aux accords passés dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce en matière de droit de propriété intellectuelle, d'échanges commerciaux et de règlement des litiges. La mention à l'OMC n'a pas été faite dans le cadre de l'accord avec l'Ukraine car celle-ci n'en est pas membre, alors que la République de Corée possède cette qualité.

Enfin, le mécanisme de prolongation et de résiliation de l'accord décrit à l'article 18 paragraphe 4 est sensiblement différent, en particulier, la durée du préavis de résiliation est étendue à 6 mois.

\*

## 2. SECURITE

Dans le contexte du projet GALILEO, il y a lieu de considérer deux aspects différents dans le domaine de sécurité.

Dans les textes spécifiques GALILEO qui sont rédigés en anglais, on parle de „SECURITY AND SAFETY“.

- Par „SECURITY“, on entend la sécurité dans le sens de la sécurité des Etats, la sécurité contre le terrorisme ainsi que la sécurité militaire. Au sein des commentaires suivants, le mot **sûreté** est utilisé pour désigner ce concept.
- Par „SAFETY“ on entend la capacité d'un système technique de fonctionner en bonne et due forme, comme par exemple la fiabilité d'un système de navigation par satellite pour aider un navire à rentrer de manière assurée dans un port. Au sein des commentaires suivants, le mot **sécurité** désignera donc le concept de fiabilité technique.

GALILEO est appelé à renforcer de manière générale la sécurité du trafic aérien, maritime et terrestre. Or, l'exploitation d'un tel système au niveau mondial génère à son tour des questions considérables du domaine de la sûreté. D'une part la dépendance croissante de la société moderne par rapport à la disponibilité et à la fiabilité des signaux de navigation, et d'autre part l'exploitation potentielle de ces signaux par des ennemis ou terroristes à des fins malveillantes, soulèvent de nombreuses questions du domaine de cette sûreté.

Les parties sont convaincues de la nécessité de protéger les systèmes mondiaux de navigation par satellite contre les abus, les interférences, les perturbations et les actes de malveillance. Ils prennent toutes les mesures réalisables pour assurer la qualité, la continuité et la sécurité des services de navigation par satellite et de l'infrastructure correspondante sur leur territoire. La sécurité du système et des services GALILEO constitue un objectif commun important.

L'accord avec la Corée du Sud contribuera à faciliter l'intégration de la navigation par satellites au sein des différents modes de transport dans la région et ainsi renforcer la sécurité de trafic. L'appui de la Corée du Sud, notamment au sein de l'Organisation de l'aviation civile internationale, de l'Organisation maritime internationale et de l'Union internationale des télécommunications facilitera la reconnaissance et la mise en œuvre de GALILEO sur le plan mondial.

Afin de maximiser la sécurité, on prévoit un système régional destiné à fournir des services d'intégrité et des services de haute précision régionaux complétant les services fournis au niveau mondial par le système GALILEO. Les parties envisagent l'extension d'EGNOS en Corée du Sud.

Les éléments de la coopération recherchée touchant le domaine de la sécurité sont les suivants: spectre radioélectrique, recherche et formation scientifiques, coopération industrielle, développement du commerce et du marché, normes, certifications et mesures réglementaires, développement des systèmes terrestres mondiaux et régionaux d'extension du GNSS, sécurité, responsabilité et recouvrement des coûts.

A l'heure actuelle et pour des raisons de sécurité, les éléments suivants sont exclus du champ d'application :

- Technologies et matières sensibles de GALILEO soumises au contrôle d'exportation et aux mesures réglementaires de non-prolifération applicables à la Communauté européenne ou ses Etats membres;
- Cryptographie et sécurité de l'information de GALILEO (INFOSEC);
- Architecture de sécurité du système GALILEO (segments spatial, terrestre et utilisateurs);
- Caractéristiques du contrôle de sécurité des segments mondiaux de GALILEO;
- Phases de définition, d'élaboration, de mise en œuvre, d'essai, d'évaluation et d'exploitation (gestion, utilisation) des services publics réglementés;
- Echanges d'informations classifiées concernant la navigation par satellite et GALILEO.

\*

**ACCORD DE COOPERATION  
concernant un système mondial de navigation  
par satellite à usage civil entre la Communauté  
européenne et ses Etats membres, d'une part, et  
la République de Corée, d'autre part**

*La Communauté européenne,*

ci-après dénommée „la Communauté“,

et

*Le Royaume de Belgique,*

*La République tchèque,*

*Le Royaume de Danemark,*

*La République fédérale d'Allemagne,*

*La République d'Estonie,*

*La République hellénique,*

*Le Royaume d'Espagne,*

*La République française,*

*L'Irlande,*

*La République italienne,*

*La République de Chypre,*

*La République de Lettonie,*

*La République de Lituanie,*

*Le Grand-Duché de Luxembourg*

*La République de Hongrie,*

*Malte,*

*Le Royaume des Pays-Bas,*

*La République d'Autriche,*

*La République de Pologne,*

*La République portugaise,*

*La République de Slovénie,*

*La République slovaque,*

*La République de Finlande,*

*Le Royaume de Suède,*

*Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,*

parties au traité instituant la Communauté européenne, ci-après dénommées „Etats membres“,

d'une part, et

*La République de Corée,*

ci-après dénommée „la Corée“,

d'autre part,

ci-après dénommés collectivement „parties“,

*Considérant* les intérêts partagés pour le développement d'un système mondial de navigation par satellite (ci-après dénommé „GNSS“) à usage civil,

*Reconnaissant* l'importance du programme GALILEO pour sa contribution à l'infrastructure de navigation et d'information en Europe et en Corée,

*Reconnaissant* les activités de pointe de la Corée dans le domaine de la navigation par satellite,

*Considérant* le développement croissant des applications GNSS en Corée, en Europe et dans d'autres régions du monde,

SONT CONVENUES de ce qui suit:

#### *Article premier*

#### **Objectif de l'accord**

L'accord a pour objectif d'encourager, de faciliter et d'améliorer la coopération entre les parties dans le cadre des contributions de l'Europe et de la Corée à un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil.

#### *Article 2*

#### **Définitions**

Aux fins du présent accord, on entend par:

- a) „extension“, des mécanismes régionaux ou locaux tels que le système européen de navigation par recouvrement géostationnaire (EGNOS). Ces mécanismes permettent aux utilisateurs du GNSS d'obtenir de meilleures performances, notamment sur le plan de la précision, de la disponibilité, de l'intégrité et de la fiabilité;
- b) „GALILEO“, un système civil et autonome européen de positionnement, de navigation et de synchronisation par satellite à couverture mondiale, placé sous contrôle civil et destiné à fournir des services GNSS conçus et développés par la Communauté, par ses Etats membres et par l'Agence spatiale européenne. L'exploitation de GALILEO peut être cédée à un organe privé. GALILEO vise à offrir des services à accès ouvert, des services à vocation commerciale, des services de sauvegarde de la vie humaine et des services de recherche et de sauvetage, ainsi qu'un service public réglementé sécurisé à accès restreint conçu pour répondre aux besoins d'utilisateurs autorisés du secteur public;
- c) „éléments locaux GALILEO“, des mécanismes locaux qui fournissent aux utilisateurs des signaux de navigation et de synchronisation par satellite du système GALILEO, des informations d'entrée qui s'ajoutent aux informations provenant de la constellation principale en service. Des éléments locaux peuvent être déployés pour obtenir des performances supplémentaires dans les alentours des aéroports et des ports maritimes, en milieu urbain ou dans les autres environnements désavantagés par leurs caractéristiques géographiques. GALILEO fournira des modèles génériques pour les éléments locaux;
- d) „équipement de navigation, de localisation et de synchronisation à couverture mondiale“, tout équipement destiné à un utilisateur final civil et conçu pour transmettre, recevoir ou traiter des

- signaux de navigation ou de synchronisation par satellite en vue de fournir un service, ou de fonctionner avec une extension régionale;
- e) „mesure réglementaire“, une loi, un règlement, une règle, une procédure, une décision, une politique ou une action administrative d’une des parties;
  - f) „interopérabilité“, une situation au niveau de l’utilisateur dans laquelle un récepteur bi-système peut utiliser simultanément des signaux provenant de deux systèmes afin d’obtenir une performance équivalente ou supérieure à la performance obtenue en utilisant un seul système;
  - g) „propriété intellectuelle“, la notion définie à l’article 2 de la convention instituant l’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, signée à Stockholm le 14 juillet 1967;
  - h) „responsabilité“, la responsabilité juridique d’une personne physique ou d’une personne morale d’indemniser les dommages causés à une autre personne physique ou morale conformément aux principes et règles juridiques spécifiques. Cette obligation peut être prescrite dans un accord (responsabilité contractuelle) ou dans une norme juridique (responsabilité non contractuelle);
  - i) „information classifiée“, toute information, qu’elle soit originaire de l’UE ou reçue d’Etats membres, de pays non membres de l’Union européenne ou d’organisations internationales, qui nécessite une protection contre la divulgation non autorisée, qui pourrait nuire dans une mesure variable aux intérêts essentiels, y compris de sécurité nationale, des parties ou d’Etats membres. Sa classification est indiquée par une marque de classification. Ces informations sont classifiées en accord avec les lois et règlements applicables et doivent être protégées contre toute perte de confidentialité, d’intégrité ou de disponibilité.

### *Article 3*

#### ***Principes de la coopération***

Les parties conviennent de mener les activités de coopération couvertes par le présent accord dans le respect des principes suivants:

1. l’avantage mutuel basé sur un équilibre global des droits et des obligations, y compris les contributions;
2. le partenariat dans le programme GALILEO conformément aux règles et procédures régissant la gestion de GALILEO;
3. les possibilités réciproques de prendre part à des activités de coopération dans le cadre de projets de GNSS à usage civil de la Communauté européenne et de la Corée;
4. l’échange en temps opportun des informations susceptibles d’avoir une incidence sur les activités de coopération;
5. la protection appropriée des droits de propriété intellectuelle comme indiqué à l’article 8, paragraphe 3, du présent accord;
6. la liberté de fournir des services de navigation par satellite sur les territoires des parties;
7. le commerce sans restriction de produits GNSS sur les territoires des parties.

### *Article 4*

#### ***Champ d’application de la coopération***

1. Les secteurs ouverts aux activités de coopération en matière de navigation et de synchronisation par satellite sont les suivants: spectre radioélectrique, recherche et formation scientifiques, coopération industrielle, développement du commerce et du marché, normalisation, homologation et mesures réglementaires, extensions, sécurité, responsabilité et recouvrement des coûts. Les parties peuvent adapter cette liste au moyen d’une décision du comité directeur pour le GNSS institué en vertu de l’article 14 du présent accord.
2. Le présent accord ne couvre pas la coopération entre les parties dans les domaines suivants. Si les parties conviennent que des bénéfices mutuels découleront de l’extension de la coopération à l’un des domaines suivants, elles devront négocier et conclure des accords appropriés:

- 2.1. technologies et matières sensibles de GALILEO soumises au contrôle d'exportation et aux mesures réglementaires de non-prolifération applicables dans la Communauté européenne ou ses Etats membres;
  - 2.2. cryptographie et sécurité de l'information de GALILEO (INFOSEC);
  - 2.3. architecture de sécurité du système GALILEO (segments spatial, terrestre et utilisateurs);
  - 2.4. caractéristiques du contrôle de sécurité des segments mondiaux de GALILEO;
  - 2.5. phases de définition, d'élaboration, de mise en œuvre, d'essai et d'évaluation et d'exploitation (gestion et utilisation) des services publics réglementés, et
  - 2.6. échange d'informations classifiées concernant la navigation par satellite et GALILEO.
3. Le présent accord ne porte pas atteinte à la structure institutionnelle établie par le droit communautaire pour la mise en œuvre du programme GALILEO. Le présent accord ne porte pas non plus atteinte aux mesures réglementaires qui mettent en œuvre des engagements de non-prolifération et de contrôle à l'exportation, y compris le contrôle des transferts intangibles de technologie, ni aux mesures touchant la sécurité nationale.

#### *Article 5*

##### ***Modalités des activités de coopération***

1. Sous réserve de leurs dispositions réglementaires applicables, les parties favorisent, dans toute la mesure du possible, les activités de coopération menées en vertu du présent accord, en vue de fournir des possibilités comparables de participation à leurs activités dans les secteurs énumérés à l'article 4.
2. Les parties conviennent de mener les activités de coopération comme indiqué aux articles 6 à 13 du présent accord.

#### *Article 6*

##### ***Spectre radioélectrique***

1. Se fondant sur les succès enregistrés par le passé dans le cadre de l'Union internationale des télécommunications, les parties conviennent de maintenir la coopération et l'assistance réciproque en matière de spectre radioélectrique.
2. A cet égard, les parties échangent des informations sur les demandes de fréquences et encouragent des attributions appropriées de fréquences pour GALILEO et l'éventuel futur GNSS coréen, y compris le système SBAS (*Satellite Based Augmentation System*), afin d'assurer l'accessibilité des services GALILEO au profit des utilisateurs du monde entier, notamment en Corée et dans la Communauté.
3. Reconnaissant l'importance de protéger le spectre de radionavigation contre les perturbations et les interférences, les parties déterminent les sources d'interférence et cherchent des solutions mutuellement acceptables pour lutter contre ces interférences.
4. Les parties conviennent de charger le comité institué en vertu de l'article 14 de définir le mécanisme adéquat pour garantir des contacts fructueux et une collaboration efficace dans ce secteur.
5. Rien dans le présent accord ne permet de déroger aux dispositions applicables de l'Union internationale des télécommunications, notamment aux règlements des radiocommunications de l'UIT.

#### *Article 7*

##### ***Recherche scientifique***

Les parties encouragent les activités communes de recherche dans le domaine du GNSS par le truchement de programmes de recherche communautaires et coréens, notamment le programme-cadre



de la Communauté européenne pour des actions de recherche et de développement, les programmes de recherche de l'Agence spatiale européenne et des ministères et agences coréennes compétentes en la matière.

Les activités de recherche conjointes doivent contribuer à planifier l'évolution d'un GNSS à usage civil.

Les parties conviennent de charger le comité institué en application de l'article 14 de définir le mécanisme adéquat pour garantir des contacts fructueux et une participation efficace dans les programmes de recherche.

#### *Article 8*

##### ***Coopération industrielle***

1. Les parties encouragent et soutiennent la coopération entre les entreprises de part et d'autre, au moyen, par exemple, d'entreprises communes et d'une participation coréenne à des associations industrielles européennes ainsi que d'une participation européenne à des associations industrielles coréennes, dans le but d'établir le système GALILEO et de promouvoir l'utilisation et le développement des applications et services GALILEO.

2. Les parties établiront un groupe consultatif mixte pour la coopération industrielle dans le cadre du comité institué en vertu de l'article 14, afin d'étudier et de guider la coopération en matière de conception et de fabrication de satellites, de services de lancement, de construction de stations terrestres, et de produits d'application.

3. Pour faciliter la coopération industrielle, les parties accordent et assurent une protection adéquate et effective des droits de propriété intellectuelle dans les domaines et secteurs ayant un rapport avec la mise au point et l'exploitation du système GALILEO/EGNOS, conformément aux normes internationales applicables en la matière établies par l'accord ADPIC et les conventions internationales dont les deux parties sont signataires, y compris des moyens efficaces permettant d'assurer le respect de ces normes.

4. Les exportations, de la Corée vers des pays tiers, de biens et technologies sensibles spécialement élaborés et financés dans le cadre du programme GALILEO doivent faire l'objet d'une autorisation préalable de l'autorité compétente de GALILEO en matière de sécurité si ladite autorité a recommandé que ces biens soient soumis à un contrôle d'exportation. Chacun des accords distincts visés à l'article 4, paragraphe 2, de l'accord devra également prévoir un mécanisme approprié permettant aux parties de recommander que l'exportation de certains biens soit soumise à une autorisation.

5. Afin de contribuer à la réalisation des objectifs de l'accord, les parties encouragent l'établissement de liens renforcés entre l'Agence spatiale européenne et les ministères et agences coréennes compétentes en matière de GNSS.

#### *Article 9*

##### ***Développement du commerce et du marché***

1. Les parties encouragent les échanges commerciaux et les investissements, en Europe et en Corée, dans l'infrastructure de navigation par satellite, les équipements et applications GALILEO et les éléments locaux GALILEO.

2. A cet effet, les parties s'efforcent de mieux faire connaître au public les activités du programme GALILEO dans le domaine de la navigation par satellite, identifient les obstacles susceptibles d'entraver la croissance des applications GNSS et prennent les mesures appropriées pour faciliter cette croissance.

3. Pour déterminer les besoins des utilisateurs et y répondre efficacement, les parties examinent la possibilité d'établir un forum mixte des utilisateurs du GNSS.



4. Le présent accord ne modifie pas les droits et les obligations des parties en vertu de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce.

#### *Article 10*

##### ***Normes, certification et mesures réglementaires***

1. Reconnaissant l'intérêt de coordonner les approches en matière de normalisation et de certification en ce qui concerne les services mondiaux de navigation par satellite, les parties soutiennent conjointement le développement de normes GALILEO et encouragent leur application dans le monde entier, en insistant sur l'interopérabilité avec d'autres GNSS.

Un des objectifs de la coordination est de promouvoir une utilisation étendue et novatrice des services GALILEO comme norme mondiale de navigation et de synchronisation pour des finalités diverses: services à accès ouvert, services à vocation commerciale, services de sauvegarde de la vie humaine. Les parties conviennent de s'efforcer d'instaurer des conditions favorables au développement des applications GALILEO.

2. Pour promouvoir et mettre en œuvre les objectifs du présent accord, les parties coopèrent, le cas échéant, pour les questions relatives au positionnement, à la navigation et à la synchronisation par satellite qui se poseront notamment dans le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale, de l'Organisation maritime internationale et de l'Union internationale des télécommunications.

3. Au niveau bilatéral, les parties veillent à ce que les mesures relatives aux normes techniques, à la certification et aux exigences et procédures d'autorisation concernant le GNSS ne constituent pas des entraves inutiles aux échanges. Les exigences nationales doivent être fondées sur des critères transparents, objectifs, non discriminatoires et applicables.

4. Les parties prennent les mesures réglementaires nécessaires pour permettre l'utilisation des récepteurs et des éléments terrestres et spatiaux GALILEO dans les territoires relevant de leur juridiction. A cet égard, le gouvernement de la République de Corée, dans le domaine des radiocommunications, accorde à GALILEO un traitement qui ne doit pas être moins favorable que celui accordé à tout autre service comparable.

5. Les parties promeuvent la participation de représentants coréens dans les organismes de normalisation européens.

#### *Article 11*

##### ***Développement de systèmes terrestres mondiaux et régionaux d'extension du GNSS***

1. Les parties coopèrent pour définir et mettre en œuvre des architectures de systèmes terrestres permettant de garantir de manière optimale l'intégrité de GALILEO/EGNOS, la précision et la continuité des services GALILEO et EGNOS, ainsi que l'interopérabilité avec d'autres GNSS.

2. A cette fin, les parties coopèrent, au niveau régional, pour implanter en Corée un système régional d'extensions au sol basé sur le système EGNOS. Ce système régional est destiné à fournir des services d'intégrité régionaux complétant ceux fournis au niveau mondial par le système GALILEO. Les parties peuvent envisager l'extension, comme précurseur, d'EGNOS en Asie de l'Est.

3. Au niveau local, les parties facilitent le développement des éléments locaux GALILEO.

#### *Article 12*

##### ***Sécurité***

1. Les parties protègent les systèmes mondiaux de navigation par satellite contre les abus, les interférences, les perturbations et les actes de malveillance.

2. Les parties prennent toutes les mesures réalisables pour assurer la continuité et la sécurité des services de navigation par satellite et de l'infrastructure correspondante sur les territoires relevant de leur juridiction.

3. Les parties reconnaissent que la coopération visant à assurer la sécurité du système et des services GALILEO constitue un objectif commun important.

4. Dès lors, les parties établissent un cadre de consultation approprié pour aborder les questions relatives à la sécurité du GNSS.

Les modalités pratiques et les procédures doivent être fixées conjointement par les autorités compétentes en matière de sécurité des deux parties.

#### *Article 13*

##### ***Responsabilité et recouvrement des coûts***

Les parties coopèrent pour définir et mettre en œuvre un régime de responsabilité et des dispositions en matière de recouvrement des coûts, afin de faciliter la fourniture de services GNSS à usage civil.

#### *Article 14*

##### ***Régime de coopération***

1. Les activités de coopération menées au titre du présent accord sont coordonnées et facilitées par le gouvernement de la République de Corée, au nom de la Corée, et par la Commission européenne, au nom de la Communauté et de ses Etats membres.

2. Conformément à l'objectif énoncé à l'article 1er, ces deux instances établissent un comité directeur pour le GNSS, ci-après dénommé „comité“, aux fins de la gestion du présent accord. Ce comité est composé de représentants officiels de chaque partie et établit son propre règlement intérieur sur la base d'un consensus mutuel.

Les tâches du comité consistent à:

- a) promouvoir les différentes activités de coopération menées au titre du présent accord, formuler des recommandations à leur sujet et les superviser;
- b) conseiller les parties sur les moyens d'intensifier et d'améliorer la coopération, dans le respect des principes exposés dans le présent accord;
- c) vérifier la bonne mise en œuvre et le fonctionnement efficace du présent accord;
- d) examiner la possibilité d'élargir la coopération aux domaines visés à l'article 4, paragraphe 2.

3. Le comité se réunit en règle générale une fois par an. Les réunions se tiennent alternativement dans la Communauté et en Corée. Des réunions extraordinaires peuvent être organisées à la demande d'une des parties.

Les frais engagés par le comité ou en son nom sont pris en charge par la partie qui a recommandé ou désigné le ou les membres du comité. Les coûts autres que les frais de voyage et de séjour qui sont directement liés aux réunions du comité sont pris en charge par la partie hôte. Le comité peut créer des groupes de travail techniques mixtes chargés d'examiner des sujets spécifiques que les parties jugent utiles, telles que la coopération industrielle et la normalisation.

4. Les parties se félicitent de la participation potentielle de la Corée à l'autorité européenne de surveillance GNSS, conformément à la législation communautaire applicable et aux modalités et procédures régissant cette participation.

#### *Article 15*

##### ***Financement***

1. Chaque partie supporte les coûts résultant des responsabilités qui lui incombent en vertu du présent accord, sauf dispositions contraires convenues entre les parties. Les modalités et les procédures visées

à l'article 14, paragraphe 4, incluront une contribution financière adéquate au programme GALILEO par le pays tiers qui décide de demander à participer à l'autorité de surveillance.

2. Les parties prennent toutes les dispositions judicieuses, en accord avec leur législation et leur réglementation, pour faciliter l'entrée et le séjour sur leur territoire et la sortie de leur territoire des personnes, capitaux, matériels, données et équipements intervenant ou utilisés dans les activités de coopération relevant du présent accord.

3. Si des régimes de coopération spécifiques de l'une des parties prévoient une aide financière pour les participants de l'autre partie, toutes les subventions, contributions financières ou autres formes de contribution versées à ce titre par une partie aux participants de l'autre partie sont exemptées des taxes et droits de douane conformément à la législation et à la réglementation applicables sur le territoire de chaque partie au moment où ces subventions, contributions financières ou autres formes de contribution sont accordées.

#### *Article 16*

##### ***Echange d'informations***

1. Les parties établissent les dispositions administratives et les points de contact nécessaires pour permettre des consultations et assurer la mise en œuvre efficace des dispositions du présent accord.

2. Les parties encouragent les autres échanges d'informations concernant la navigation par satellite entre les institutions et les entreprises de part et d'autre.

#### *Article 17*

##### ***Consultation et règlement des litiges***

1. Les parties se consultent rapidement, à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles, sur toute question découlant de l'interprétation ou de la mise en œuvre du présent accord. Les litiges concernant l'interprétation ou la mise en œuvre du présent accord sont réglés par consultations amiables entre les parties.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent sans préjudice du droit des parties à recourir au système de règlement des litiges prévu par les accords de l'OMC.

#### *Article 18*

##### ***Entrée en vigueur et dénonciation***

1. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui au cours duquel les parties se sont notifiées l'achèvement des procédures nécessaires à cet effet. Les notifications sont adressées au Conseil de l'Union européenne, dépositaire du présent accord.

2. L'expiration ou la dénonciation du présent accord ne porte pas atteinte à la validité ou à la durée des éventuelles dispositions convenues dans le cadre dudit accord, ni aux droits ou obligations spécifiques établis en matière de propriété des droits intellectuels.

3. Le présent accord peut être modifié d'un commun accord entre les parties, par écrit. Toute modification entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui au cours duquel les parties ont notifié au dépositaire l'achèvement des procédures nécessaires à cet effet.

4. Le présent accord est conclu pour une période de cinq ans et restera en vigueur par la suite sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties à la fin de la période initiale de cinq ans ou à tout autre moment à partir de cette date, moyennant un préavis de six mois donné par écrit par la partie qui souhaite résilier l'accord.

Le présent accord est rédigé en deux exemplaires en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, suédoise, tchèque et coréenne, chaque texte faisant foi.

EN FE DE LO CUAL, los plenipotenciarios abajo firmantes suscriben el presente Acuerdo en Helsinki el nueve de septiembre de dos mil seis.

NA DŮKAZ ČEHOŽ níže podepsani zplnomocnění zástupci připojili k této dohodě své podpisy v Helsinkách dne devátého září dva tisíce šest.

Til bekræftelse heraf har undertegnede befulmægtigede underskrevet denne aftale i Helsingfors den niende september to tusind og seks.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten am neunten September des Jahres zweitausendundsechs in Helsinki ihre Unterschriften unter dieses Abkommen gesetzt.

SELLE KINNITUSEKS on nimetatud täievolilised esindajad kahe tuhande kuuenda aasta üheksandal septembril Helsingis käesolevale lepingule alla kirjutanud.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ οι κάτωθι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία στο Ελσίνκι την Σεπτεμβρίου του δύο χιλιάδες έξι.

IN WHITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries have signed this Agreement at Helsinki on the ninth day of September in the year thwo thousand and six.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent accord à Helsinki, le neuf septembre deux mille six.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Accordo fatto a Helsinki, addì nove settembre dell'anno duemilasei.

TO APLIECINOT, attiecīgi pilnvarotie ir parakstījuši šo nolīgumu Helsinkos, divi tūkstoši sestā gada devītajā septembrī.

TAI PALIUDYDAMI šį Susitarimą pasirašė toliau nurodyti įgaliotieji atstovai du tūkstančiai šeštų metų rugsėjo devintą dieną Helsinkyje.

FENTIEK HITELÉÜL az alulírott meghatalmazottak a kettőezer-hatodik év szeptember havának kilencedik napján Helsinkiben aláírták ezt a megállapodást.

B'XHIEDA TA' DAN il-plenipotenzjarji hawn taht iffirmati ffirmaw dan il-Ftehim f' Helsinki fid-disa' jum ta' Settembru tas-sena elfejn u sitta.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder deze Overeenkomst hebben gesteld te Helsinki, de negende september tweeduizend en zes.

W DOWÓD CZEGO niżej podpisani pełnomocnicy złożyli swoje podpisy pod niniejszą Umową w Helsinkach dziesiątego września roku dwa tysiące szóstego.


EM FÉ DO QUE, o plenipotenciários abaixo assinados apuseram as suas assinaturas no final do presente Acordo, em Helsinquia, aos nove dias do mês de Setembro do ano de dois mil e seis.

Na dôkaz toho dolupodpísaní splnomocnení zástupcovia podpísali túto dohodu v Helsinkách 9. septembra 2006.

V potrditev navedenega so spodaj podpisani pooblaščenici podpisali ta sporazum v Helsinkih dne devetega septembra leta dva tisoč šest.

TÄMÄN VAKUUDEKSI ALLA MAINITUT täysivaltaiset edustajat ovat allekirjoittaneet tämän sopimuksen Helsingissä yhdeksäntenä päivänä syyskuuta vuonna kaksituhattakuusi.

TILL BEVIS HÄR PÅ har underteckade befullmäktigade undertecknat detta avtal i Helsingfors den nionde september år tjugohundrasex.

이상의 증거로 하기 전권대표는 2006년 9 월 9 일  
 에서 서명하였다.

*Pour le Royaume de Belgique  
Voor het koninkrijk België  
Für das Königreich Belgien*



Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

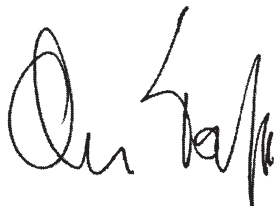
Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

*Za Českou republiku*



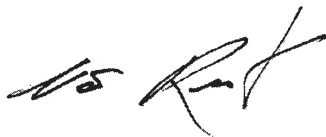
*På Kongeriget Danmarks vegne*



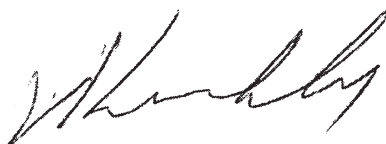
*Für die Bundesrepublik Deutschland*



*Eesti Vabariigi nimel*



*Για την Ελληνική Δημοκρατία*



*Por el Reino de España*



*Pour la République française*



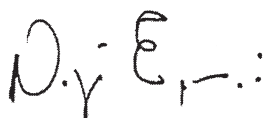
*Thar cheann Na hÉireann  
For Ireland*



*Per la Repubblica italiana*



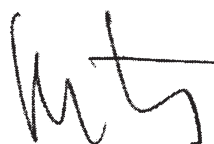
*Για την Κυπριακή Δημοκρατία*



*Latvijas Republikas vārdā*



*Lietuvos Respublikos vardu*



*Pour le Grand-Duché de Luxembourg*



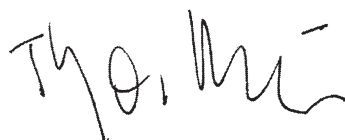
*A Magyar Köztársaság részéről*



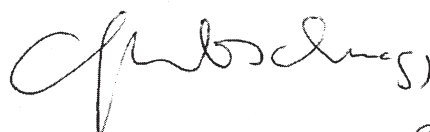
*Għar-Repubblika ta' Malta*



*Voor het Koninkrijk der Nederlanden*

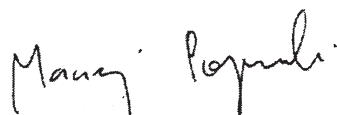


*Für die Republik Österreich*



*ad referendum*

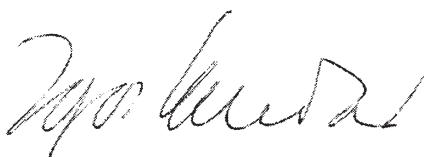
*W imieniu Rzeczypospolitej Polskiej*



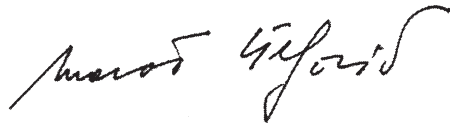
*Pela República Portuguesa*



*Za Republiko Slovenijo*



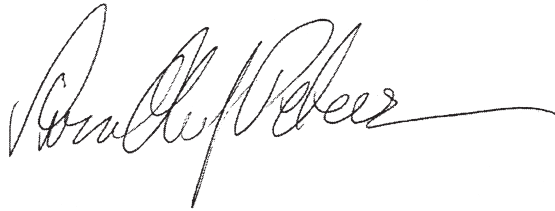
*Za Slovenskú republiku*



*Suomen tasavallan puolesta  
För Republiken Finland*



*För Konungariket Sverige*



*For the United Kindgom of Great Britain and Northern Ireland*





Por la Comunidad Europea  
 Za Evropské společenství  
 For Det Europæiske Fællesskab  
 Für die Europäische Gemeinschaft  
 Euroopa Ühenduse nimel  
 Για την Ευρωπαϊκή Κοινότητα  
 For the European Community  
 Pour la Communauté européenne  
 Per la Comunità europea  
 Eiropas Kopienas vārdā  
 Europos bendrijos vardu  
 az Európai Közösség részéről  
 Għall-Komunità Ewropea  
 Voor de Europese Gemeenschap  
 W imieniu Wspólnoty Europejskiej  
 Pela Comunidade Europeia  
 Za Európske spoločenstvo  
 za Evropsko skupnost  
 Euroopan yhteisön puolesta  
 På Europeiska gemenskapens vägnar

대한민국을 위하여

반기문

Service Central des Imprimés de l'Etat

5693/01

**N° 5693<sup>1</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2007-2008

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(7.10.2008)

Par dépêche du 23 février 2007, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006. Au texte du projet de loi, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, étaient joints un exposé des motifs ainsi que l'Accord de coopération que le projet de loi a pour objet d'approuver.

La Communauté européenne et ses Etats membres s'étaient proposé de commercialiser dès 2008 le système européen de navigation par satellite GALILEO qui doit s'appuyer sur une constellation de trente satellites, dont 27 opérationnels et 3 de réserve. La commercialisation des services a été reportée entretemps à 2010. Les promoteurs de GALILEO entendent stimuler la coopération autour de leur système en associant une série d'autres Etats au projet, à son développement et à son exploitation. Les lois approuvant certains de ces accords sont déjà entrées en vigueur. L'exposé des motifs annonce la conclusion imminente d'un autre accord avec le Maroc, le début de négociations avec l'Argentine au cours de 2007, tandis que des demandes pour entamer des négociations sur un accord de coopération sont attendues de la part de la Malaisie et du Brésil.

Le Conseil d'Etat ne peut que confirmer l'appui qu'il a formulé à l'égard du système GALILEO à l'occasion de l'examen des accords conclus auparavant. Il salue les efforts entrepris pour faciliter la percée opérationnelle et commerciale du programme GALILEO, et en particulier du système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil. Il salue les efforts de coopération dans les domaines décrits par les articles 7, 8 et 9 de l'Accord, notamment la recherche scientifique et la coopération industrielle.

Il constate un certain flottement dans l'exposé des motifs qui se réfère au calendrier de réalisation des phases de développement et de validation en orbite pour 2005, telles qu'elles étaient connues en 2000, et qui concède un „glissement de la phase de développement et de validation en 2008“ tout en se référant à des „rumeurs“ „qui n'ont toutefois pas été confirmées par une source officielle“ et en vertu desquelles la mise sur orbite de la totalité des 30 satellites serait reportée à 2012. L'exposé des motifs du projet de loi *No 5878* relatif à un accord en la même matière conclu avec le Maroc, fait état d'un système opérationnel dès 2013. Il faut espérer que le Gouvernement sera à même de fournir des informations plus fiables au moment de la discussion du projet de loi par la Chambre des députés.

Le Conseil d'Etat constate encore que l'Accord entrera en vigueur le premier jour du mois suivant celui au cours duquel les parties se sont notifiées l'achèvement des procédures nécessaires à cet effet (article 18, paragraphe 1er). L'Accord est conclu pour une durée de validité initiale de cinq années (article 18, paragraphe 4) et il restera par la suite en vigueur, sauf résiliation par l'une des parties (article 18, paragraphe 4). L'Accord peut être modifié d'un commun accord des parties. Les modifications entreront en vigueur le premier jour du mois suivant celui au cours duquel les parties ont notifié

au dépositaire (c.-à-d. au Conseil de l'Union européenne) l'achèvement des procédures nécessaires (article 18, paragraphe 3). La résiliation après la période initiale est possible moyennant préavis de six mois (article 18, paragraphe 4).

Le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec le texte du projet de loi qui ne donne pas lieu à observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 7 octobre 2008.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Alain MEYER

5693/02

**N° 5693<sup>2</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2008-2009

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,  
DE LA RECHERCHE ET DE LA CULTURE**

(4.3.2009)

La commission parlementaire se compose de: M. Fred SUNNEN, Président; M. Lucien THIEL, Rapporteur; Mmes Anne BRASSEUR, Claudia DALL'AGNOL, M. Ben FAYOT, Mme Colette FLESCH, MM. Jacques-Yves HENCKES, Jean HUSS, Mme Lydia MUTSCH, M. Marcel OBERWEIS et Mme Martine STEIN-MERGEN, Membres.

\*

**I. ANTECEDENTS**

En date du 7 mars 2007, le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés par le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration. Le projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, ainsi que de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 7 octobre 2008.

Lors de sa réunion du 18 février 2009, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture a désigné M. Thiel comme rapporteur du projet et a procédé à l'analyse du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat.

Le présent rapport a été examiné et adopté lors de la réunion du 4 mars 2009.

\*

**II. OBJET DU PROJET DE LOI****1. Le système GALILEO**

Le système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil, souvent appelé GALILEO, est un programme européen de radionavigation par satellites. Lancé à l'initiative de la Commission européenne et développé conjointement avec l'Agence spatiale européenne (ESA), il devra mener au développement d'une nouvelle génération de services universels dans des secteurs tels que les transports, les télécommunications, l'agriculture ou la pêche. A ce jour, une telle technologie n'est disponible qu'à travers le système américain GPS et le système russe GLONASS, qui sont tous deux financés et contrôlés par les autorités militaires respectives. Le programme GALILEO, quant à lui, sera administré et contrôlé par les autorités civiles et offrira une garantie de qualité et de continuité qui est

essentielle pour maintes applications. Complémentaire des systèmes actuels, GALILEO augmentera la fiabilité et la disponibilité des services de navigation et de localisation dans le monde entier.

## **2. Historique du système GALILEO<sup>1</sup>**

En février 1999, la Commission européenne a présenté ses plans pour un système de radionavigation par satellite européen, dénommé GALILEO. Développé conjointement avec l'Agence spatiale européenne (ESA), la phase de développement et la période de validation en orbite auraient dû se terminer en 2005 de sorte que le système GALILEO aurait pu entrer dans sa phase d'exploitation en 2008. Or, le financement de deux tiers du coût de la construction de l'infrastructure GALILEO par un consortium de huit entreprises européennes issues du secteur privé, a échoué en mai 2007 et a remis en cause le développement du programme GALILEO. Après plusieurs mois d'incertitude sur l'avenir du système en question, les décisions du Conseil ECOFIN, du Parlement Européen et du Conseil Transport de novembre 2007 ont confirmé l'importance de GALILEO comme programme-clé de l'Union Européenne. Grâce à un financement public supplémentaire de 2,4 milliards d'euros portant la participation publique à un total de 3,4 milliards d'euros, la phase de déploiement a pu être initiée qui devrait aboutir à un système opérationnel dès 2013.

## **3. Généralités**

La radionavigation par satellite est une technologie de pointe. Les systèmes de géopositionnement satellitaires sont des ensembles composés d'une constellation de satellites en orbite autour de la Terre et de récepteurs terrestres. GALILEO repose sur une constellation de trente satellites (27 opérationnels et trois de réserve) et des stations terrestres permettant de fournir une multitude d'informations de positionnement à des usagers. Le principe de fonctionnement est simple: les satellites de la constellation sont équipés d'une horloge atomique mesurant le temps avec une extrême précision essentielle pour la précision de la localisation. Le récepteur au sol, intégré par exemple dans un téléphone portable, possède pour sa part en mémoire les coordonnées précises des orbites de tous les satellites de la constellation. Il peut ainsi, en lisant le signal qui arrive, reconnaître le satellite émetteur, déterminer le temps mis par le signal pour arriver jusqu'à lui et donc calculer la distance qui le sépare des différents satellites.

## **4. Coopération internationale**

Le système GALILEO sera un système mondial. La coopération internationale constitue par conséquent un élément essentiel pour tirer le maximum de bénéfices de ce programme. Elle servira à renforcer le savoir-faire européen et à diminuer les risques technologiques et politiques du programme. Outre l'harmonisation technique avec les systèmes existants, elle s'avère indispensable pour pénétrer les marchés et développer les équipements au sol. Elle s'intègre aussi dans les objectifs de la Communauté européenne en matière de politique extérieure, de coopération au développement, d'emploi et d'environnement.

Les promoteurs de GALILEO entendent stimuler la coopération autour de leur système en associant une série d'autres pays au projet, à son développement et à son exploitation. Les accords bilatéraux doivent être approuvés par chaque pays membre de l'Union européenne individuellement. Au Luxembourg, les lois approuvant les accords avec les Etats-Unis (doc. parl. 5461), la Chine (doc. parl. 5479), l'Etat d'Israël (doc. parl. 5462) et l'Ukraine (doc. parl. 5586) ont déjà été votées par la Chambre des Députés. L'exposé des motifs du projet sous rubrique annonce en outre la conclusion imminente d'autres accords.

## **5. L'accord de coopération avec la République de Corée**

### **5.1. Champ d'application de la coopération**

Le présent projet a pour objet d'approuver l'accord de coopération avec la République de Corée, signé le 9 septembre 2006 à Helsinki. La République de Corée, quatrième puissance économique

<sup>1</sup> Remarque: pour le texte intégral de l'Accord, il est renvoyé au document parlementaire No 5693.



d'Asie, est un pays possédant un grand savoir-faire dans le domaine de la technologie spatiale et de ses applications. Elle produit et utilise en outre des appareils et des systèmes électroniques grand public pour lesquels la navigation par satellite apporte de réels avantages concurrentiels. La République de Corée est actuellement un utilisateur actif de services de navigation par satellite dans différents secteurs tels que les transports, la gestion des flottes et la recherche scientifique telle la géodésie qui consiste à étudier la planète Terre.

La signature de l'accord avec la Corée donne donc un élan considérable au marché GNSS, qui offre en effet un potentiel remarquable: on s'attend à trois milliards de récepteurs et des recettes de l'ordre de 250 milliards d'euros par an d'ici 2020 au niveau mondial, ainsi que la création de plus de 140.000 emplois hautement qualifiés pour la seule Europe.

Le présent accord prévoit des activités de coopération en matière de navigation et synchronisation par satellite dans un large éventail de secteurs, à savoir:

- le spectre radioélectrique,
- la recherche et la formation scientifique,
- l'activité industrielle,
- le développement du commerce et du marché,
- la normalisation,
- l'homologation et les mesures réglementaires,
- le développement des systèmes terrestres mondiaux et régionaux d'extension du GNSS,
- la sécurité, la responsabilité et le recouvrement des coûts.

Cette liste peut ultérieurement être adaptée d'un commun accord.

Pour des raisons de sécurité, le présent accord ne couvre pas la coopération entre les parties dans les domaines suivants:

- les technologies et les matières sensibles de GALILEO soumises au contrôle d'exportation et aux mesures réglementaires de non-prolifération applicables dans la Communauté européenne ou ses Etats membres;
- la cryptographie et les principaux moyens et techniques nécessaires pour assurer la sécurité de l'information de GALILEO (INFOSEC);
- l'architecture de sécurité du système GALILEO;
- les caractéristiques du contrôle de sécurité des segments mondiaux de GALILEO;
- les phases de définition, d'élaboration, de mise en œuvre, d'essai et d'évaluation et d'exploitation (gestion et utilisation) des services publics réglementés;
- l'échange d'informations classifiées concernant la navigation par satellite et GALILEO.

Une extension de la coopération à ces éléments exclus pourra faire ultérieurement l'objet d'un accord distinct.

L'accord de coopération est conclu pour une période de cinq ans et restera en vigueur par la suite sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties à la fin de la période initiale de cinq ans ou à tout autre moment à partir de cette date, moyennant un préavis de six mois donné par écrit par la partie qui souhaite résilier l'accord.

## **5.2. Le volet „sécurité“**

Le système GALILEO est appelé à renforcer de manière générale la sécurité du trafic aérien, maritime et terrestre. Or, l'exploitation d'un tel système au niveau mondial génère à son tour des questions considérables dans le domaine de la sûreté à savoir, d'une part la dépendance croissante de la société moderne par rapport à la disponibilité et à la fiabilité des signaux de navigation, et d'autre part l'exploitation potentielle de ces signaux par des terroristes.

La Communauté européenne et la République de Corée sont convaincues de la nécessité de protéger les systèmes mondiaux de navigation par satellite contre les abus, les interférences, les perturbations et les actes de malveillance. Les deux parties prennent toutes les mesures réalisables pour assurer la qualité, la continuité et la sécurité des services de navigation par satellite et de l'infrastructure corres-

pondante sur leur territoire. La sécurité du système et des services GALILEO constitue un objectif commun important.

L'accord avec la Corée du Sud contribuera à faciliter l'intégration de la navigation par satellites au sein des différents modes de transport dans la région et ainsi renforcer la sécurité du trafic. L'appui de la Corée du Sud, notamment au sein de l'Organisation de l'aviation civile internationale, de l'Organisation maritime internationale et de l'Union internationale des télécommunications facilitera la reconnaissance et la mise en œuvre de GALILEO sur le plan mondial.

Afin de maximiser la sécurité, on prévoit un système régional destiné à fournir des services d'intégrité et des services de haute précision régionaux complétant les services fournis au niveau mondial par le système GALILEO. Les parties envisagent l'extension de ce système européen de navigation par recouvrement géostationnaire appelé EGNOS en Corée du Sud.

### ***5.3. La coopération scientifique***

L'accord de coopération encourage les activités communes de recherche dans le domaine du Système Global de Navigation par Satellite (GNSS) par le truchement de programmes de recherche communautaires et coréens, notamment le programme-cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche et de développement, les programmes de recherche de l'Agence spatiale européenne et des ministères et agences coréens compétents en la matière.

Les activités de recherche conjointes doivent contribuer à planifier l'évolution d'un Système Global de Navigation par Satellite (GNSS) à usage civil.

### ***5.4. La coopération industrielle***

La Communauté européenne et la République de Corée encouragent et soutiennent la coopération entre les entreprises de part et d'autre, au moyen, par exemple, d'entreprises communes et d'une participation coréenne à des associations industrielles européennes ainsi que d'une participation européenne à des associations industrielles coréennes, dans le but d'établir le système GALILEO et de promouvoir l'utilisation et le développement des applications et services GALILEO.

### ***5.5. Le financement***

L'accord fait participer la République de Corée financièrement au programme GALILEO par le biais d'un intéressement à l'autorité européenne de surveillance GNSS, qui est l'organe établi pour gérer le programme après la fermeture de l'entreprise commune GALILEO le 31 décembre 2006. La contribution de la Corée devra être conforme à la législation communautaire applicable et aux modalités et procédures régissant cette participation.

\*

## **III. L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

Le Conseil d'Etat marque son accord avec le texte du présent projet de loi.

La Haute Corporation confirme expressément son appui au système GALILEO et salue les efforts entrepris par la Communauté européenne pour faciliter la percée opérationnelle et commerciale du programme GALILEO, et en particulier du système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil.

Le Conseil d'Etat constate cependant un certain flottement dans l'exposé des motifs du présent accord de coopération. En effet, l'exposé des motifs se réfère au calendrier de réalisation des phases de développement et de validation en orbite du système GALILEO pour 2005, telles qu'elles étaient connues en 2000, et qui concède un „glissement de la phase de développement et de validation en 2008“. De plus, l'exposé des motifs se réfère à des „rumeurs“ „qui n'ont toutefois pas été confirmées par une source officielle“ et en vertu desquelles la mise sur orbite de la totalité des 30 satellites serait reportée à 2012. Dans ce contexte, le Conseil d'Etat renvoie à l'exposé des motifs du projet de loi No 5878 relatif à un accord en la même matière conclu avec le Maroc, et qui fait état d'un système opérationnel dès 2013.

Enfin, la Haute Corporation espère que le Gouvernement sera à même de fournir des informations plus fiables au moment de la discussion du projet de loi par la Chambre des députés.

\*

#### IV. LES IMPLICATIONS D'ENTREPRISES LUXEMBOURGEOISES

Comme il est dit plus haut, le projet GALILEO a pris un retard de quelque cinq ans, ceci pour des raisons techniques, mais également suite à des problèmes de financement après le désistement des investisseurs privés. Entretemps les questions de technologie ont trouvé une solution et le financement a pu être assuré grâce à une participation plus importante des autorités communautaires. Le coût supplémentaire occasionné par le retard du projet est estimé à 800 millions €.

Grâce à la participation du Luxembourg au projet GALILEO, deux entreprises luxembourgeoises ont pu s'associer en tant que fournisseurs aussi bien dans la phase de validation qui démarrera avec les premiers satellites en 2010 que dans la phase d'essai qui précédera la phase opérationnelle prévue dès 2013. Il s'agit d'une part de SES Global dont l'expertise en matière de gestion de systèmes de satellites est très sollicitée dans les milieux spécialisés.

SES ASTRA TechCom s'occupera notamment de la station au sol qui sera implantée près de la localité de Redu en Belgique. L'autre entreprise luxembourgeoise appelée à participer au projet est la société HITEC qui dispose d'une compétence reconnue en matière de transmission de et vers les satellites, y inclus les antennes au sol. Le volume des affaires, qui pourront être prolongées ultérieurement, et qui comprendra également l'installation de trois antennes à Papeete, à La Réunion et à Nouméa, est estimé à quelque 65 millions €.

\*

#### V. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu des observations qui précèdent, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture recommande à la Chambre des Députés de voter le projet de loi dans la teneur qui suit:

\*

#### PROJET DE LOI

**portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006**

**Article unique.**— Est approuvé l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006.

Luxembourg, le 4 mars 2009

*Le Rapporteur,*  
Lucien THIEL

*Le Président,*  
Fred SUNNEN

Service Central des Imprimés de l'Etat

5693/03

**N° 5693<sup>3</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2008-2009

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006**

\* \* \*

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL  
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(31.3.2009)

*Le Conseil d'Etat,*

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 13 mars 2009 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 10 mars 2009 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 7 octobre 2008;

*se déclare d'accord*

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 31 mars 2009.

*Pour le Secrétaire général,*

*L'Attaché,*

Yves MARCHI

*Le Président,*

Alain MEYER

Service Central des Imprimés de l'Etat

5693



**MEMORIAL**  
**Journal Officiel**  
**du Grand-Duché de**  
**Luxembourg**



**MEMORIAL**  
**Amtsblatt**  
**des Großherzogtums**  
**Luxemburg**

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**

---

**A — N° 89**

**4 mai 2009**

---

**S o m m a i r e**

**ACCORD CONCERNANT UN SYSTEME MONDIAL DE NAVIGATION  
 PAR SATELLITE: CE – REPUBLIQUE DE COREE**

**Loi du 20 avril 2009 portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006 ..... page **1036****